

**PA
616**

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010017251

PA 616

LA
CONTRE - RÉVOLUTION
EN VALAIS,

au mois de mai 1844.

Par M. Maurice Barman...



PA

616

VEVEY,

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE DE L. ALEX. NICHOD, ÉDITEUR.

1844.



1309

LA
CONTRE-RÉVOLUTION
EN VALAIS,

au mois de mai 1844.

Par M. Maurice Barman.



IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE DE L. ALEX. MICHOD, ÉDITEUR.

1844.

PA 616

Avant-Propos.

Le drame qui vient d'ensanglanter le Valais et qui imposera un long temps d'arrêt à la cause de la liberté et de la civilisation dans ce malheureux pays, a été décrit dans ses détails par les organes de la publicité, mais les causes et le côté légal n'en sont appréciés que très imparfaitement.

Un agent provocateur, transformé en représentant de la Confédération, des journaux reniant leurs principes dans un intérêt passager de parti, les Conseils du pays intéressés à voiler la vérité, s'appliquent à infliger aux opprimés les stigmates de la rébellion.

Cet exposé, appuyé de pièces authentiques, restituera leur véritable caractère aux hommes et aux choses. Il fera voir de quel côté sont les *rebelles*, il établira, en toute évidence, que la levée en masse du 17 mai, n'est qu'un guet-à-pens préparé de longue-main, que les hommes d'honneur, de toutes les opinions, devraient flétrir et condamner.

Ce travail a été fait avec précipitation; quelques jours de plus eussent permis de présenter un tableau complet, mais dans quelques jours le temps aurait déjà notablement refroidi l'intérêt qui éclate en ce moment de toutes parts, en faveur de notre cause.

Bientôt quelques amis seulement s'occuperont encore de nous: Bientôt nous resterons seuls en face de nos maux et de ceux de la patrie!!

Quel que soit le sort que l'avenir nous réserve, nous ne porterons point envie aux jubulations d'un triomphe acquis au prix d'un sang innocent.

Nos convictions et la paix de l'âme, seront avec nous. Un jour peut-être nos compatriotes ouvriront de nouveau les yeux à la lumière, à la vérité et connaîtront leurs vrais amis.



LA CONTRE-RÉVOLUTION

EN VALAIS,

au mois de Mai 1844.

Après quinze mois de scission, la journée du 1^{er} avril 1840 avait rallié le Haut et le Bas-Valais au principe de l'égalité politique.

Tous les dixains, toutes les castes, tous les partis obéissaient sans murmure à la constitution du 5 août 1839 et au gouvernement qui en était émané ; une ère de paix, de confiance et de progrès semblait s'ouvrir pour le Valais.

Cet heureux accord ne fut pas de longue durée.

Il ne nous appartient pas de prononcer sur les hommes et les faits qui vinrent interrompre l'harmonie générale, mais nous avons le droit d'émettre une opinion.

Tant que le gouvernement, issu de 1840, se borna à des projets d'amélioration en dehors des prérogatives ecclésiastiques, il marcha sans opposition et sans embarras sérieux.

Les projets de loi sur l'instruction primaire et sur la répartition des charges militaires mirent fin à l'attitude passive dans laquelle le clergé avait paru se contenir pendant deux ans.

L'enseignement primaire était dans un état honteux de nul-

lité ; depuis des siècles le pouvoir séculier en avait abandonné le soin , nous ne dirons pas au clergé , qui comme corps n'intervint jamais, que nous sachions, dans la surveillance des écoles, mais à l'incurie des curés de village.

Le projet de loi de 1841 s'était étudié à ménager à chaque pouvoir une part d'influence dont l'une n'absorbât pas l'autre , et qui leur assurât une intervention , à la fois simultanée et indépendante, dans toutes les branches de l'administration scolaire.

Cette innovation , quelque bénigne qu'elle fut , provoqua la résistance sacerdotale, autant peut-être parce qu'elle ouvrait une carrière de régularité et d'avancement , que parce qu'elle enlevait au clergé son antique omnipotence d'inertie.

La loi fut signalée à l'animadversion publique comme attentatoire aux droits de l'Eglise, partant comme anti-catholique.

Soumise au referendum, la majorité des citoyens la rejeta.

Il en fut de même de la répartition des charges résultant du service militaire.

Quoique ce double rejet assurât aux prêtres la direction exclusive des écoles et l'exemption de tout impôt pour le militaire, ils ne se montrèrent pas moins courroucés de la tentative qui venait d'être faite d'améliorer l'éducation populaire et de répartir les charges militaires sur toutes les fortunes.

Les rapports du gouvernement avec le clergé prirent dès lors un caractère de circonspection , pour ne pas dire de méfiance, qu'ils n'avaient point revêtu jusques-là , et qui fut l'avant coureur des attaques sourdes et des machinations systématiques dont la magistrature devint bientôt l'objet.

Une association politique , connue sous le nom de *Jeune Suisse* existait depuis plusieurs années en Valais ; comme société cantonale elle avait pris une part active à la régénération

de 1840, mais son activité se ralentissait à mesure que la confiance et le nouvel ordre de choses se consolidaient.

Il est de notoriété publique que la Jeune Suisse ne donnait presque plus signe de vie, lorsque l'évêque de Sion, poussé par des suggestions imprudentes et coupables, exclut les membres de cette société de toute participation aux bienfaits de la religion.

Désapprouvée par le Conseil d'Etat et par tous les hommes impartiaux des deux ordres, cette mesure produisit un effet contraire à celui qu'elle avait en vue.

Comme il arrive presque toujours d'une opinion injustement persécutée, la Jeune Suisse prit une extension nouvelle.

L'observateur consciencieux n'hésitera pas à reconnaître que de cette époque datent la formation des partis extrêmes, et la période de turbulence et de désordre qui les suivit de près. D'un côté, les membres de la Jeune Suisse se révoltèrent à la pensée que l'on attentât au droit d'association dans des vues qu'ils croyaient toutes mondaines et subversives de la liberté.

Le refus des secours religieux à des nouveau-nés, à des mères de famille, à des vieillards, en vue de leur opinion politique ou de celle de leurs parents, porta à son comble l'exaspération d'une jeunesse ardente et pénétrée de ses droits de citoyen.

L'abus du pouvoir ecclésiastique, la profanation des choses saintes parurent plus scandaleux encore, quand il fut publiquement constaté que les ministres du Dieu de toute justice absolveaient à Sion et à Vouvry, ce qu'ils condamnaient à Martigny et à Bagnes.

D'autre part, la réaction formait et cherchait à grossir sa phalange, au moyen des prédications sinistres des soi-disant défenseurs de la religion, par leurs alarmes hypocrites sur les dangers de la foi, et surtout par leurs insinuations déloyales sur les magistrats et les citoyens indépendants.

C'est ici le cas de le proclamer sans détour, les attentats à la propriété, les violations de domicile, les voies de fait, les propos incendiaires, les chansons immorales, les écarts de la presse ouvrirent une large brèche dans les retranchements de la bonne cause, et contribuèrent puissamment au triomphe de l'obscurantisme.

Les libéraux, désignés du nom de *juste-milieu* désapprouvaient hautement les tendances anarchiques qui prenaient pied dans quelques localités, leurs conseils ne firent défaut ni en public, ni dans les relations privées.

D'un côté on les taxa d'hypocrisie, de l'autre de pusillanimité, de trahison. L'acharnement du parti-prêtre enveloppa dans une proscription commune tous ceux qui ne fléchirent pas le genou devant la suprématie à laquelle il aspirait.

Il est juste de déclarer que la Jeune Suisse en corps, n'est pas solidaire des méfaits que la voix publique attribue à plusieurs de ses membres et à quelques-unes de ses sections, mais elle ne s'émut point assez à la vue des maux partis de son sein, et *l'Echo des Alpes* qui passait pour l'organe du comité cantonal de l'association, se montra trop souvent enclin à transiger sur des actes que les mœurs et les affections du pays condamnaient.

La division qui avait pris naissance à l'époque du rejet des lois, qui s'était changée en esprit de parti après l'excommunication de la Jeune Suisse, devint effrayante aux approches et à la suite des élections de 1845.

Nous ne redirons point combien d'intrigues les accompagnèrent, mais des faits nombreux attestent que, dans deux dixains du Bas-Valais, la réaction obtint la victoire à l'aide de l'influence que deux maisons religieuses, le St. Bernard et l'abbaye de St. Maurice, y ont exercée par leur fortune et par les manœuvres de leurs chanoines.

La destruction de l'imprimerie de la Gazette du Simplon, au moment de l'élection des députés au Grand-Conseil, prouve combien aveugle était l'exaspération des uns, et expliquerait à elle seule le facile triomphe des autres dans la lutte électorale.

Fasciné par des trames insidieuses et mensongères, l'habitant des montagnes ne sût plus discerner les défenseurs de la liberté des partisans de la licence, il confondit les prérogatives du prêtre avec la sainteté du ministère, et le besoin d'ordre et de repos voila à ses yeux la marche et l'apothéose de la réaction.

La tourmente électorale changea l'esprit de la députation du dixain d'Entremont et le personnel de celle du dixain de St. Maurice, elle en fit des zélateurs du parti-prêtre. Les autres dixains réélurent les anciens députés, à quelques exceptions près.

La majorité des députés s'étaient rendus au Grand-Conseil avec l'intention de confirmer la plupart des haut-fonctionnaires de l'Etat; dans le Haut-Valais la brigue et l'alarme n'avaient pas mis la matière électorale en feu.

Dès leur arrivée à Sion, quelques chanoines, joints aux députés d'Entremont et de St. Maurice, prirent soin d'initier à la conjuration contre-révolutionnaire ceux qui ne s'y étaient pas associés dans leurs dixains.

La conversion de plusieurs fut facile, l'occasion s'offrait de prendre une revanche de 1840, et de se rallier de nouveau à la ligue de Sarnen, abandonnée en 1840 et 1841.

Cependant des 5 membres du Conseil d'Etat dont les fonctions étaient expirées, 3 furent réélus.

Le dépit des transfuges Bas-Valaisans fût visible, mais ils tressaillirent en voyant que ceux dont, selon eux, l'ambition formait la qualité dominante, étaient résolus à quitter les rênes de l'Etat.

Cette retraite fut généralement blâmée, nous n'entreprendrons

pas de la justifier ici , mais nous déclarons qu'elle ne fut point concertée, et que le besoin de repos en fut le mobile principal et commun.

Le Conseil d'Etat composé d'hommes, nouveaux à ce poste, mais initiés aux affaires par les autres fonctions les plus éminentes du canton, aurait été à la hauteur de sa mission, s'il avait su s'y mettre.

En s'élevant au-dessus des passions du jour , en s'appliquant à procurer l'exécution des lois sans acception de parti, en conférant les emplois au mérite plutôt qu'à titre de rémunération politique, il pouvait espérer de ramener insensiblement le pays à l'état normal.

Il débuta malheureusement par quelques nominations qui parurent empreintes de tendances réactionnaires.

Cette faute involontaire pour deux membres du Conseil , aurait dû les rendre circonspects sur les sympathies de leurs collègues.

L'esprit de corps prévalut, et avec lui les oscillations entre le besoin de complaire au parti dominant, et la crainte de heurter le libéralisme.

L'administration supérieure ne tarda pas à paraître énervée et chancelante , les partis s'en prévalurent et se montrèrent plus audacieux que jamais.

La malveillance tira parti des incertitudes et de la crédulité du pouvoir , à chaque instant elle lui montrait la Jeune Suisse en colonne serrée, prête à fondre sur l'hôtel du gouvernement.

Ces terreurs paniques donnèrent lieu à des mises de piquet, à des rassemblements de troupes qui aggravaient les tribulations publiques. La réaction en fit son profit, elle mit le tout à la charge de la Jeune Suisse, en l'identifiant, comme de coutume, avec les libéraux qui cependant n'avaient aucun rapport avec cette association.

La Suisse entière a retenti de l'ébranlement qui déjà en août dernier faillit allumer la guerre civile en Valais.

On se rappelle que le Grand Conseil étant réuni en session extraordinaire, à Sion, le bruit se répandit que les partis étaient aux prises à la Balmaz, qu'il y avait des blessés et des morts, que le peuple se levait en armes au son du tocsin.

Le premier soin des hommes influents de tous les partis fut de prévenir la guerre civile. La mobilisation de toutes les milices fut immédiatement décrétée et un conseil de guerre établi auprès du gouvernement. On ne tarda pas à se convaincre de l'exagération des premières nouvelles, la troupe fut licenciée, et le Grand-Conseil se sépara après avoir remplacé au Conseil d'Etat M. Cocatrix, par M. Torrent, et voté une amnistie générale pour les délits politiques, en exceptant toutefois l'assassinat et en réservant à la partie civile son recours pour les dommages.

C'est à la dernière séance de cette session, lorsque le Grand Conseil se montra désireux de réconciliation, en décrétant l'oubli du passé, et en appelant au Conseil d'Etat un homme sincèrement dévoué au bien et aux libertés du pays, que nous crûmes devoir signaler aux représentants du peuple toute la gravité de la situation et les moyens d'y mettre un terme.

L'auteur de ces lignes fit entrevoir alors avec une émotion profonde, visiblement partagée et par l'assemblée et par la tribune, le cratère du désordre, de la démoralisation prêt à engloutir à la fois l'honneur, le repos et la prospérité du peuple valaisan.

Il énuméra les griefs des partis, l'exaspération, la turbulence, les voies de fait d'une jeunesse égarée, mais corrigible; les insinuations calomnieuses, les projets liberticides, les complots sanguinaires des prétendus soutiens de la foi; il déclara, dans sa conviction, que le mal était trop avancé, trop fondamental pour

céder à des palliatifs, qu'on ne l'extirperait qu'en remontant à la source, qu'en le coupant à la racine.

Ce mal originel que tous avaient deviné et dont chacun s'était abstenu de parler, consistait dans l'ignorance du peuple, dans la répartition inégale des charges, dans le for privilégié et exceptionnel du clergé.

Nous demandâmes alors avec instance, au nom des populations des dixains occidentaux, que le Conseil d'Etat élaborât de nouveaux projets de loi pour procurer l'avancement de l'instruction du peuple, et pour faire peser les dépenses militaires sur toutes les fortunes. Le pouvoir exécutif fut également prié de prendre toutes les mesures compatibles avec la constitution pour abolir tout for exceptionnel et pour ramener les habitants du canton, de quel ordre, de quelle condition qu'ils soient, sous la juridiction des tribunaux ordinaires.

Nous venons de parler de la mobilisation de toutes les milices et de la création d'un conseil de guerre, composé de MM. P. L. de Riedmatten, P. Torrent, Elie-Nicolas Roten, Adrien de Courten et Maurice Barman.

Dans un entretien sur la gravité des circonstances, et sur la possibilité d'un mouvement général, M. Adrien de Courten fit connaître que 500 volontaires de son dixain étaient réunis à Sierre, et M. Elie-Nicolas Roten, que 4000 hommes de la Vieille Suisse du dixain de Brigue faisaient mine de marcher sur Sion avec les miliciens, les députés du Haut-Valais parlaient d'ailleurs ouvertement de l'imminence d'une levée en masse dans leurs dixains.

Ces propos, confirmés par tous les rapports du Haut-Valais, motivèrent le rassemblement des volontaires Bas-Valaisans qui se portaient sur Sion le 28 août dernier, sous le commandement

de M. Joris et que MM. P. Torrent et Maurice Barman vinrent arrêter et congédier à Ardon.

Ces faits sont de notoriété publique et prouvent, malgré tous les bruits contraires, qu'alors, comme au 18 mai, les libéraux ne prirent les armes qu'après avoir acquis la certitude des mouvements irréguliers du Haut-Valais.

Renforcée du suffrage constant et inébranlable de M. P. Torrent, l'opinion libérale reprit quelque influence dans les délibérations du Conseil d'Etat.

L'impartialité politique, les convenances parlementaires, nous dirons même l'énergie y reparurent en même temps.

Ce retour à la dignité gouvernementale réagit favorablement sur le pays entier, l'ordre reparut avec la confiance, et attesta que l'esprit public n'était pas encore perverti.

Pourquoi ces heureux symptômes furent-ils si promptement interrompus !...

Le parti prêtre l'attribue aux nouveaux méfaits de quelques membres de la Jeune Suisse, et surtout aux excursions propagandistes de cette association dans les communes du parti opposé.

La Jeune Suisse en accuse les ecclésiastiques dont les menées ténébreuses portèrent au paroxysme l'exaltation fanatique de leurs sicaïres.

L'impartialité commande de rendre à chacun selon ses œuvres ; essayons d'en réaliser le précepte.

On a droit de reprocher à des libéraux, la plupart membres de la Jeune Suisse, d'avoir exercé des vexations envers des individus que sans doute ils croyaient coupables, mais qu'il ne leur appartenait pas de châtier ; de s'être attroupés pour porter secours à des amis, dans des communes voisines, sans bien constater l'opportunité et la légalité de ces démonstrations ; d'avoir

froissé la liberté des opinions, propagé l'inquiétude, alarmé les consciences par des cris agaçants, par des menaces téméraires, par des propos subversifs de l'ordre et de la morale, enfin d'avoir justifié l'indignation des hommes de bien, en foulant aux pieds l'inviolabilité des personnes, du domicile et de la propriété.

Le comité de la Jeune Suisse a en quelque sorte autorisé le soupçon de connivence, en ne désavouant pas la conduite de quelques écervelés et surtout en ne prenant aucune mesure d'apaisement et de répression.

La presse a souvent failli à sa mission, en hasardant des théories justement suspectes; en semant l'aigreur quand le pays avait besoin de modération et de lumières; en dévoilant des faits étrangers au domaine de la publicité, quand il y avait tant à dire sur les intérêts généraux du pays.

Le parti-prêtre est coupable, dans quelques-uns de ses adhérents, d'un noir complot de proscription contre les principaux citoyens du parti contraire; le jour, le lieu du sacrifice étaient marqués. Le loyal et trop confiant Saillen tomba sous les coups de la conjuration, plusieurs autres rencontres ont fait voir que le poignard est l'arme dont elle avait fait choix.

La Vieille Suisse a forfait à la loyauté républicaine et à l'honneur, en feignant de s'armer pour la défense de la religion et de l'ordre légal, tandis qu'elle tramait une lâche agression au mépris de la constitution et de la parole donnée.

Le clergé aurait compromis la religion, si elle pouvait être compromise en Valais, en forgeant dans l'ombre les traits empoisonnés qui l'ont fait triompher; en profitant d'une victoire illégitime pour proscrire des innocents, et assouvir sa vengeance sur des vaincus hors de combat.

Cette digression n'a d'autre but que celui d'initier nos confédérés aux causes de la période de malaise et de désordre qui préluda aux événements du mois de mai.

Nous n'avons point l'intention de récriminer, mais l'appréciation des résultats ne peut être consciencieuse et éclairée si les faits d'où ils découlent ne sont pas étalés dans leur réalité.

La session du Grand-Conseil de novembre dernier marqua par une pétition que 29 membres de la législature valaisanne s'adressèrent pour ainsi dire à eux-mêmes. Cette pièce, inouïe dans les annales parlementaires, est un libelle diffamatoire et calomnieux si déhonté, que plusieurs députés qui y avaient apposé leur signature, en désavouèrent l'esprit et les tendances en plein Grand-Conseil.

La publication de ce manifeste indigna les patriotes qui en étaient l'objet, et motiva un rassemblement de membres de la Jeune Suisse, accourus à Sion pour être témoins des débats auxquels il devait donner lieu.

Ces jeunes gens étaient sans armes et inoffensifs, quelques propos inconsidérés et un fait isolé ne firent pas moins dire aux membres de la majorité qu'ils siégeaient sous le régime de la terreur.

Quand les représentants du peuple ne craignent pas de se ravalier au rôle de pamphlétaires, quand un corps législatif est assez peu soucieux de sa dignité pour se proclamer en danger au milieu de ses compatriotes, faut-il s'étonner du déchainement des passions dans les partis !

A tant de causes d'ébranlement social, il faut ajouter les bruits publiquement répandus de soustractions de munitions de guerre de l'arsenal de l'Etat, de préparatifs et de projets d'agression que les associations politiques s'imputaient tour à tour, et par dessus tout la haine et la démoralisation gagnant de proche

en proche au vù et sèn de pouvoirs publics impuissants ou peu empressés à y mettre un frein.

Le pays en était à cette extrémité et ceux qui avaient plus particulièrement mission de le conduire au port s'y prenaient étrangement.

Les prêtres se montraient plus entreprenants et plus intraitables que jamais, et le gouvernement n'annonçait aucune démarche pour l'abolition des immunités du clergé, source principale des maux publics.

Les journaux se faisaient une guerre de plume qui divisait les libéraux, au moment même où l'union était devenue une question de vie ou de mort.

La Jeune Suisse lisait deux fois par semaine dans l'*Echo des Alpes* des inculpations d'inconséquence, d'égoïsme ou de vues ambitieuses sur le compte des autres libéraux, qualifiés de *juste-milieu*.

Le timide *Courrier du Valais* parut trop tard pour cicatriser des plaies envahies par la gangrène.

Cependant les préparatifs guerriers de la Vieille Suisse n'étaient plus douteux, les obscurantins serraient leurs rangs à mesure que les amis du progrès ouvraient les leurs.

Cette situation alarmante fut signalée à la fête du 1^{er} avr il dernier à St. Maurice.

L'idée d'un comité qui ralliât tous les libéraux à la cause du progrès y fut accueillie, et reçut un commencement d'exécution par la formation d'un comité provisoire, composé de MM. Barman, § D^r., * Joris, Abbet, Crettex et Maurice Barman.

Le 9 avril des délégués de 55 communes établirent définitivement le *Comité de Martigny*, avec la mission de *prendre les mesures les plus promptes et les plus efficaces pour repousser à main armée, s'il le faut, toute agression contre l'indépendance*

et les droits du peuple, de s'appliquer essentiellement à faire renaître la confiance entre tous les citoyens et à populariser la connaissance et la réalisation des principes démocratiques.

La création du Comité de Martigny ayant fait naître mille suppositions malveillantes, nous croyons devoir publier le procès-verbal de l'assemblée qui le nomma et lui conféra sa mission (voyez annexe N° 4).

Cette pièce est signée d'un délégué de chaque dixain représenté à la réunion.

Nos Confédérés y verront que le but essentiel des libéraux, en formant le Comité était de *faire renaître la confiance entre tous les citoyens*, c'est-à-dire de calmer l'irritation, de procurer le retour de l'ordre, seul moyen de rendre possible *la réalisation des principes démocratiques.*

La marche du Comité fut entravée, dès le début, par la non-acceptation de MM. Barman D^r. et Joris, et par la retraite de MM. De Rivaz et Udry.

Les premiers avaient fait connaître leur détermination déjà à l'assemblée du 9 avril, qui n'y eût point égard; les seconds motivèrent leur démission sur les réserves insérées au protocole du Comité par les membres appartenant à la Jeune Suisse (voyez annexe N° 2).

Pendant que le Comité de Martigny se démembrait, et s'abstenait de tout préparatif de défense, la *Vieille Suisse* et ses adhérents mûrissaient leur plan et leurs moyens d'agression.

Un temps d'arrêt dans l'exaspération des partis avait salué l'apparition du Comité de Martigny, les conseils de la prudence semblaient prévaloir parmi les libéraux les plus exaltés, et les hommes du peuple du parti opposé penchaient vers un rapprochement.

Un incident fatal vint dissiper cette lueur d'amélioration.

Nous voilà arrivés à ce mois de mai, qui trouva d'un côté les libéraux sans défense et presque sans point de ralliement, de l'autre la réaction colossale et organisée.

Un précis des faits présentera la position des partis sous son vrai jour, montrera de quel côté est partie l'agression, et fera apprécier au point de vue de la légalité, la contre-révolution qui vient de fondre sur le Valais.

Un attentat, médité dans les ténèbres, par les artisans de ténèbres, contre un ami des lumières, fut comme le prélude des scènes tragiques qui se préparaient en Valais. Voici le fait :

Dans la soirée du 1^{er} mai, un coup de feu, tiré presque à bout portant, effleura le crâne du citoyen Nicolas Morisod, couché dans son lit avec un de ses fils, à Vérossaz, village alpicole à une lieue de St. Maurice.

Cette lâche tentative d'assassinat sur un vieillard, sourd et inoffensif, qui n'a d'autre tort que celui d'être père de 5 membres de la *Jeune Suisse*, révolta les libéraux de cette commune, malheureusement divisée d'opinion.

Quelques instants auparavant, à leur retour de la fête paroissiale, les jeunes suisses avaient fait justice d'un guet-à-pens du parti-prêtre, embusqué sur leur passage. Cette double agression excita le désir de la vengeance, et des coups de fusil furent tirés contre des maisons.

L'émoi produit par ces désordres, réunit à Vérossaz une partie des membres de la *Jeune Suisse* de St. Maurice et de Mas-songer.

Ils s'emparèrent de la personne du sieur Voeffray, chef du parti-prêtre, qui passait pour avoir préparé le guet-à-pens dont nous venons de parler. Insulté et garotté, Voeffray reçut 45 coups de bâton.

Tels sont les faits qui portèrent le Conseil d'Etat du Valais à

solliciter du Vorort la mise de piquet de 4 à 5 bataillons (lettre du 4 mai, voyez annexe N^o 5).

Le 5 mai, Voeffray dont on vient de parler et le citoyen Dave, jeune suisse, se trouvaient détenus à St. Maurice sous prévention d'attentat à la vie de Nicolas Morisod.

La Jeune Suisse exaspérée attendait impatiemment le résultat des enquêtes juridiques, lorsque vers les 10 1/2 heures du soir, M. Camille de Werra, juge d'instruction, eut l'imprudence de se porter de sa personne à la prison où Voeffray était détenu et l'élargit.

La Jeune Suisse de St. Maurice crut à un acte de partialité de la part de M. de Werra, notoirement dévoué au parti-prêtre, et l'ami de Voeffray.

Le domicile de M. de Werra fut violé dans l'espoir de ressaisir Voeffray, M. de la Pierre qui habite la même maison reçut à la tête un coup de bâton qu'il croit avoir été porté par mégarde.

Ce nouveau désordre motiva la lettre du Conseil d'Etat au Vorort en date du 6 mai (voyez annexe N^o 4).

Le même jour le pouvoir exécutif prit l'arrêté, annexé sous le N^o 5, dont le lecteur voudra bien remarquer l'importance.

Le Grand-Conseil convoqué en session ordinaire pour le 20 mai, est appelé à l'extraordinaire pour le 14, par circulaire du Conseil d'Etat en date du 8.

Le 10, le pouvoir exécutif informe les membres du Grand-Conseil et les Présidents de dixain du rassemblement à Sion de six compagnies de milices. La circulaire ne dit pas un mot d'intervention fédérale (voyez annexe N^o 6).

Le 11, étrange lettre du Conseil d'Etat au Vorort, par laquelle tout en lui faisant remarquer que c'est par la Gazette d'Etat de Lucerne qu'il apprend la *mobilisation* d'une partie des troupes

dont il n'avait demandé que la *mise de piquet*, il ne sanctionne pas moins cet excès de zèle par ces mots : *nous nous empressons de vous remercier du haut témoignage d'attachement que vous nous donnez et de vous prier de nous continuer votre précieuse et puissante protection.*

Puis, se confiant aux *prévisions* du Directoire sur les mesures qui restaient à prendre, il ajoute : *si vos ultérieures prévisions vous le permettent, vous nous aideriez, pensons-nous, de vous borner à mettre de piquet les troupes dont vous avez disposé* (voyez annexe N^o 7).

Le même jour, 11 mai, voulant prévenir le mécontentement que la nouvelle de l'intervention armée ne manquerait pas de produire dans le peuple, le Conseil d'Etat fait publier au son de la caisse, *dans la ville de Sion seulement*, qu'il n'avait appelé *ni représentants, ni bataillons fédéraux.*

Les populations du Bas-Valais ne pouvaient se rendre compte des mouvements extraordinaires auxquels le Conseil d'Etat avait recours dans un moment où la machine gouvernementale fonctionnait paisiblement dans toutes ses parties, administrative, judiciaire et ecclésiastique ; où le calme, rétabli partout, même à Vérossaz et à St. Maurice, permettait *aux juges naturels* des perturbateurs de leur appliquer la juste répression des lois.

Dans ce croisement de bruits et de mesures incroyables le Comité de Martigny se réunit spontanément, *sans convocation.*

Il arrêta la publication d'une adresse au peuple, dans le but de calmer l'inquiétude générale, en annonçant que les troupes fédérales n'entreraient pas en Valais, *quoiqu'elles fussent déjà en partie mobilisées*, et en signalant la nécessité du calme et de l'ordre au milieu des conjonctures graves et inexplicables dont le pays était témoin, et dans lesquelles la voix publique crut en-

trevoir un piège tendu à l'effervescente combustibilité de la Jeune Suisse.

L'adresse du Comité de Martigny, mit le Conseil d'Etat dans un véritable état de fureur. Il s'appliqua les mots de *parjure et de trahison* que cette pièce contient, et crut y voir une excitation à la révolte. Le gouvernement lui donne le nom de proclamation, bien qu'elle ne fût point destinée à être affichée, ni criée, ni transmise aux autorités communales. A notre avis, elle n'est que l'expression de la pensée de quelques citoyens, livrée à la publicité sous forme de placard, sans prétention au *placardage*, adressée *au peuple*, au lieu de l'être *au lecteur*, et dont le but et l'effet réel ont été plus tranquillisans que provocateurs.

Il n'est pas douteux, en effet, que beaucoup de libéraux se rassurèrent et domptèrent les transports de leur indignation à la lecture de l'adresse du comité.

Nous l'annexons sous N° 8, afin que nos lecteurs en apprécient la portée, et nous déclarons que le comité en corps n'est pas responsable de son contenu, s'étant séparé avant qu'elle fût rédigée par nous. La responsabilité en incombe ainsi toute entière aux signataires.

La milice appelée par le Conseil d'Etat commençait à se rassembler à Sion, quand parut l'adresse du comité; plusieurs soldats demandèrent à en prendre connaissance, et y applaudirent. Le Conseil d'Etat vit un grief de plus dans cette coïncidence à laquelle nous n'avions pas même songé, nous à Martigny.

Le 45, ordre du jour du Conseil d'Etat pour contre-carrer l'effet de la *proclamation* du comité de Martigny!

On y donne un démenti gratuit au comité, à propos de la marche des troupes fédérales; nous savions déjà alors que le bataillon de Fribourg était sur pied.

Mais passons sur ces incidents de diplomatie au petit pied , et abordons le Grand-Conseil qui se réunit le 14.

La première séance fut consacrée à la lecture d'un long rapport du Conseil d'Etat sur la situation du pays. En la présentant sous les couleurs les plus sombres, il savait qu'il ferait mouvoir avec force la fibre de la vengeance dans plusieurs têtes ; il fallait bien recourir à de tels moyens pour expliquer et justifier l'échafaudage d'intimidation qui venait de surgir, moitié avec éclat, moitié à la sourdine, pour abasourdir les uns, pour surexiter les autres, et pour aboutir à un dénouement honteux et sanglant.

De toutes les pièces à l'appui le bureau ne donna lecture que de l'adresse du comité, que le rapport qualifiait d'*incendiaire*. Il fallut provoquer la lecture ou l'exhibition des autres pièces.

Le 15, la gestion du Conseil d'Etat fut non-seulement approuvée, mais la majorité du Grand-Conseil lui décerna l'auréole du triomphe en déclarant qu'il avait *bien mérité de la patrie*.

Le président du Conseil d'Etat eut beau montrer de la répugnance pour cette motion, elle passa au pas de course, et nous vîmes la rougeur monter au front de ce magistrat !

M. Ferdinand Stockalper fit dans cette séance la proposition d'inviter le Conseil d'Etat à présenter un projet de décret pour dissoudre le Comité de Martigny, *comme rebelle et inconstitutionnel*.

Cette motion est elle-même un attentat à la constitution, aux droits des citoyens ; on ne daigna pas même la développer et la motiver, le Grand-Conseil l'adopte encore *au pas de course*.

Un projet de décret qui dissout *toutes les associations armées ou organisées militairement* est mis à l'ordre du jour.

Ce projet, applicable à toute société, sans acception de parti, était parfaitement juste et légitime ; quelques jours plus tard on perdit de vue et la justice et la constitution.

Le 16, jour de fête, club révolutionnaire à Sion, chez un chanoine, sous les auspices d'un agent du Vorort, *porteur en secret* d'une lettre de créance de *Commissaire fédéral*.

Le 17, séance du matin, scandale parlementaire constatant que la correspondance du Conseil d'Etat au Vorort n'a été soumise au Grand-Conseil que *tronquée et mutilée à dessein*. Le Comité de Martigny n'est pas moins rebelle quand il parle de parjure et de trahison !

Le Grand-Conseil passe l'éponge et se déclare satisfait du Conseil d'Etat, toujours au pas de course.

On était en session extraordinaire, le pays *penchait sur l'abîme* (*expression du Conseil d'Etat*), la levée de boucliers du parti-prêtre était en pleine voie d'exécution, le fils du président du Grand Conseil est à la tête, les secrétaires et une partie notable des députés connivaient sourdement avec les agresseurs, la conflagration était imminente. Eh bien ! le croira-t-on, pour faire prendre le change à la minorité, pour lui inspirer une quiétude compromettante, pour revêtir l'apparence du calme normal, on met à l'ordre du jour une partie des *tractanda* de la session ordinaire, et l'on confère à M. le D^r Barman la présidence d'une commission pour l'examen d'un tarif de procédure !

La séance est levée et renvoyée à 6 heures du soir ; la discussion avait été vive, confiante et consciencieuse de la part de la minorité libérale ; la majorité s'était affublée d'une modération fallacieuse.

Dans l'après-midi et peu avant la reprise de la séance, l'auteur de cet exposé apprend d'une manière positive qu'un ébranlement général a lieu dans le Haut-Valais. Avis lui parvient d'une

circulaire du président du dixain de Sierre (*M. Adrien de Courten, fils du président du Grand-Conseil*), aux communes de son district, textuellement annexée sous le N^o 9.

Bien que la minorité envisageât cet appel aux armes, fait au nom des pouvoirs publics, *sans leur participation*, comme une subversion de tout principe social, et de tout sentiment d'honneur, elle ne se pressa point de sonner l'alarme parmi ses concitoyens dévoués au libéralisme.

Son premier soin fut d'obtenir la preuve officielle du *parjure et de la trahison*.

Le président du Comité de Martigny, en cette part membre du Grand-Conseil du canton du Valais, interpela le Conseil d'Etat, *pouvoir exclusivement compétent pour mobiliser la force armée*, de déclarer, en plein Grand-Conseil, si les *volontaires organisés du canton* avaient reçu l'ordre de s'ébranler.

Le président du Conseil et le conseiller d'état chargé du département militaire, à *qui seul appartient le droit de transmettre des ordres d'armement*, répondirent sans hésitation que le pouvoir exécutif n'avait point donné cet ordre, et qu'il n'avait appelé sous les armes que les compagnies de milices réunies au chef-lieu.

Forts de ces déclarations et autorisés par le dispositif de l'arrêté du Conseil d'Etat, en date du 6 mai, annexé sous le N^o 5, les membres du Comité de Martigny présents à Sion, appelèrent aux armes les volontaires des dixains occidentaux, *pour mettre le chef-lieu du canton et le Bas-Valais à l'abri de l'invasion qui les menaçait*.

L'interpellation adressée en Grand-Conseil, au Conseil d'Etat, eut lieu vers 10 heures du soir, l'appel aux volontaires du Bas-Valais partit de Sion vers minuit.

Le Grand-Conseil s'était formé en comité secret pour enten-

dre la lecture d'un manifeste, fruit des élucubrations du club réactionnaire réuni la veille, dont nous avons déjà parlé.

Ce manifeste est vraiment digne, et par son style et par ses tendances, du *régime de fer* auquel il en appelle.

Après avoir signalé la faiblesse du pouvoir tel qu'il est établi en Valais, il n'a pas craint d'avancer qu'un *gouvernement fort* aurait déjà dissout la *Jeune Suisse*, et incarcéré ses chefs ainsi que les membres du Comité de Martigny.

La confusion, le mépris du règlement et des convenances parlementaires sont les caractères distinctifs de cette séance d'exaspération et de terrorisme.

L'armée de la foi était en mouvement, elle se concentrait sur Sion, approvisionnée par une bourse occulte; la majorité ne crut plus nécessaire de simuler la modération; elle jeta le masque et se montra arrogante, hautaine et intraitable.

Les conclusions du manifeste, signé de 59 membres du Grand Conseil sont :

1^o La nomination d'une commission gouvernementale de cinq membres, *pris dans ou hors* du Grand-Conseil, à adjoindre au Conseil d'Etat;

2^o La nomination, par le Grand-Conseil, d'un commandant en chef des troupes *qu'on serait dans le cas de mobiliser*;

3^o Que pleins-pouvoirs soient accordés au *pouvoir gouvernemental* de prendre telles mesures qu'il jugera à propos pour rétablir l'ordre, faire rendre la justice, etc.

4^o La dissolution de toute association politique non autorisée par le Grand-Conseil.

Le respect des garanties constitutionnelles paraissant banni du sanctuaire législatif, toute discussion devenait illusoire, et la plupart des députés libéraux quittèrent la séance.

Le Conseil d'Etat, ayant à se réunir pour des mesures d'ur-

gence, manifesta le désir que l'assemblée ne délibère pas en son absence.

La séance fut levée vers minuit, le Président n'indiqua pas l'ordre du jour et l'heure de la séance suivante, ainsi que le règlement le lui prescrivait.

Le besoin de légitimer, autant qu'il était en eux, la levée en masse qu'ils avaient fomentée, réunit de nouveau la majorité dans la nuit.

La cloche qui sonne toujours à l'heure fixée à la séance précédente, ne sonna point cette fois, et les députés de l'opinion libérale ne furent point appelés à cette séance anti-réglementaire. Le Conseil d'Etat n'y assista point non plus.

M. Guillaume de Kalbermatten, ex-gérant de la *Gazette du Simplon*, ex-officier de la garde royale de Charles X, doit à cette réunion nocturne, le pouvoir dictatorial et inconstitutionnel, qu'une partie des représentants du peuple lui conféra.

Le 18, le Grand-Conseil se réunit pour la seconde fois vers six heures du matin, il siégeait encore quand on vint annoncer la marche et l'approche des masses du Haut-Valais, et des volontaires libéraux du Bas.

Le président du Comité de Martigny, Maurice Barman, avait sous ses ordres 800 volontaires, dont 500 étaient à 15 minutes de Sion, avec une pièce d'artillerie; 200 environ étaient déjà dans la ville, mais sans armes.

M. de Kalbermatten était en retard, probablement de deux heures, mais, à coup sûr, d'une bonne demie heure au moins.

A ces nouvelles, M. Allet, président du dixain de Louèche, un des membres les plus prononcés et les plus influents de la majorité du Grand-Conseil, proposa d'arrêter la marche des deux colonnes, d'envoyer des commissaires du gouvernement au devant des chefs, et de solder tous les volontaires.

Cette motion, agréée par le Conseil d'Etat et par le président du Grand-Conseil, fut considérée comme adoptée, et les députés se séparèrent spontanément, pour aviser sans doute, à des intérêts moins généraux que ceux du pays.

Ce que nous venons de rapporter des deux dernières séances du Grand-Conseil nous a été certifié par deux députés, indépendamment du rapport des commissaires Amaker et Ducrey, annexé sous N° 10.

Pendant que le Grand-Conseil se séparait ainsi tout en émoi, le commandant des patriotes Bas-Valaisans avait arrêté la tête de sa colonne sur la route, à 200 pas du petit étang de Corbassières vers l'orient. C'est là que vinrent à lui MM. Amaker et Ducrey, pour remplir la mission dont le gouvernement les avait chargés.

Après avoir promis qu'il ne dépasserait pas ce poste, le commandant écrivit au Conseil d'Etat à peu près en ces termes : *Informés que les volontaires organisés du Haut-Valais, ont été appelés sous les armes au nom, mais à l'insu, de l'autorité supérieure et de la majorité du Grand-Conseil, nous avons rassemblé les volontaires de nos dixains pour prévenir l'invasion du chef-lieu et du Bas-Valais. Par l'honneur, tel est notre but!*

J'attendrai, au point où je me trouve, que vous m'envoyez 1200 rations de pain, de fromage et de vin.

Des environs du Pont de la Morge, 18 mai 1844.

Le Commandant en chef,

(Signé) M. Barman.

Nous serions à même, au besoin, de prouver le contenu de notre missive d'une manière irréfragable.

Vers midi, le Conseil d'Etat écrivit au Commandant de la troupe au pont de la Morge pour le prier de se rendre auprès de lui à 2 1/2 heures (annexe N° 11).

Le commandant répondit que ne pouvant quitter sa troupe, il déléguait MM. le colonel Casimir Dufour et le capitaine Henri Ducrey à la conférence.

Quelques instants plus tard il arriva du pain, du fromage et du vin, envoyés par le gouvernement.

En se rendant au Conseil d'Etat, MM. Dufour et Ducrey rencontrèrent un jeune homme qui leur assura que la colonne de Kalbermatten approchait.

Ils en témoignèrent leur surprise aux membres du pouvoir exécutif et à M. le président du Grand-Conseil qui se trouvait aussi au Conseil d'Etat. Ces magistrats s'en formalisèrent en disant que c'était encore là une supposition des libéraux.

Les deux officiers n'eurent pas le temps d'entrer en conférence, que deux gendarmes vinrent annoncer l'entrée du commandant de Kalbermatten et de sa colonne dans la ville de Sion.

A ces mots le colonel Dufour s'abandonna aux transports de toute son indignation : « lâcheté, trahison, s'écria-t-il, honte, » opprobre éternel aux magistrats imposteurs et perfides !!! »

Le président du Grand-Conseil et le Conseil d'Etat protestèrent qu'ils étaient étrangers à ce mouvement de troupes.

La déclaration du Département militaire, annexée sous N^o 42, confirme cette protestation du Conseil d'Etat et fera voir à la Suisse indignée quels furent les agresseurs et les rebelles dans la journée néfaste et à jamais exécration du 18 mai 1844.

Les rations n'étaient pas encore distribuées en entier, quand la nouvelle de cette traîtreuse invasion arriva à Corbassières ; la fureur des volontaires se concentra dans l'amertume de leur âme, des larmes de sang roulaient dans les yeux de plusieurs, d'autres murmuraient tout bas, *enfonçons ces traitres*. Tous les regards se portèrent vers le chef, mais au lieu de *en avant!* il commanda *en retraite!!*

Les éléments semblaient favoriser le parjure : le ciel nébuleux versait des torrents d'eau , comme s'il eût voulu laver la souillure du nom valaisan !

Le gouvernement avait réuni à Sion , depuis le 12 mai , un bataillon de milices (450 hommes environ) pour le maintien de l'ordre et pour sa défense : pourquoi cette troupe assista-t-elle l'arme au bras à l'occupation du chef-lieu par une bande armée, que le Conseil d'Etat déclare n'avoir pas mise en mouvement, et dont la marche était connue !

Le capitaine Jacques Calpini de Sion avait reçu, de son chef militaire, l'ordre de se porter avec sa compagnie , au devant de la colonne Kalbermatten *et de l'arrêter*.

Calpini part aussitôt avec 56 hommes , le reste était de service , il rencontre les assaillants à l'entrée de la ville , met son peloton en bataille, fait apprêter les armes, et crie : Qui vive ! Troupes de gouvernement , répond Kalbermatten. — Pas vrai, on ne passe pas. — Troupes du Grand-Conseil , reprend Kalbermatten en balbutiant. — Pas vrai non plus, on ne passe pas !

L'attitude déterminée de cette poignée de braves, ébranle les premiers hommes de la colonne qui avait à sa tête MM. Guillaume de Kalbermatten et Adrien de Courten. Le feu de peloton allait partir ! L'inspecteur des milices accourt soudain en criant à M. Calpini : *au nom de Dieu, ne faites pas feu, retirez-vous*.

Il fût obéi ; le brave Calpini rentre au quartier , dit adieu à sa compagnie, et va déposer son épée pour ne plus la reprendre sous l'empire de la duplicité.

Un instant après le Conseil d'Etat recevait la démission de ce digne officier.

La colonne Barman opéra sa retraite sur Ardon, par une pluie battante.

Dans la nuit du 18 au 19, le commandant en chef reçoit avis

de l'arrivée à Martigny de M. Joseph Torrent à la tête de volontaires de St. Maurice et de Monthey, avec 2 pièces d'artillerie. M. Joris suivait de près avec ceux de Vouvry, Port-Valais, St. Gingolph et un canon.

Il apprit en même temps que M. Gross, fils du Conseiller d'Etat, avait passé au pont de La Batiatz (Martigny) avec des hommes armés pour aller se joindre au parti-prêtre qui occupait les défilés du Trient et de la Balma, et que ce dernier poste avait fait feu sur le bataillon Torrent, *à son passage sur la grande route.*

Une lettre en date du 17, du capitaine Louis Pignat, commandant du parti-prêtre en Entremont, à Jost commandant du même parti à Salvan, ne permit plus de douter du plan général d'agression contre les libéraux.

Cette lettre, annexe N° 13, contribue à prouver que le 17 nos adversaires étaient en armes, quand nous ne songions pas même à nous prémunir contre une attaque qu'une foi aveugle à leur soi-disant amour de l'ordre, nous faisait envisager comme impossible.

Dans une seconde lettre du 17, le dit Pignat écrit à sa femme à Vouvry, pour qu'elle avertisse les quelques partisans de la *Vieille Suisse* de cette commune, de ne pas se joindre à la *Jeune Suisse*, à peine d'être *exterminés avec celle-ci.*

Ces deux lettres étaient adressées, sous enveloppe, à M. Marquis, Vicaire à Vouvry, Chanoine du St. Bernard, les réponses devaient parvenir à la bonne de M. Luder à Sembrancher.

Le 19, le bataillon Torrent arriva à Ardon de bonne heure, M. Joris s'y rendit aussi de sa personne, mais les volontaires qu'il avait amenés occupèrent le pont de Riddes et la rive gauche du Rhône contre Nendaz et Isérable.

A Ardon, un second appel fut adressé à quelques communes

que l'on supposait n'avoir pas reçu le premier. On les informe de l'invasion du chef-lieu, en les invitant à s'armer pour s'opposer à l'invasion de leurs foyers par une horde désordonnée.

Informés que la commune de Conthey est envahie par une bande armée des environs de Sion, nous nous portons en avant du village de Vétroz, sur la grande route.

Des forces imposantes garnissent les hauteurs qui dominent la Morge, le Capitaine Charles-Louis de Bons est envoyé en reconnaissance avec sa compagnie, les avant postes de M. Kalbermatten tirent sur lui, sans *formalité aucune*.

Après quelques heures de station en avant de Vétroz, nous nous aperçûmes que la tactique des Haut-Valaisans consistait à nous déborder par les hauteurs pour nous cerner, avec des forces supérieures; nous rentrâmes à Ardon. Une escarmouche de tirailleurs dans le coteau nous tua un homme, et en blessa deux à l'ennemi. Son attaque nous autorise désormais à lui donner ce nom.

Le 20, nous évacuons le village d'Ardon, où nous pouvions être attaqués à la fois de front et par les flancs, et nous venons prendre position dans les champs à l'occident du village. Une averse subite nous força une seconde fois à la retraite. M. Joris se porta sur Riddes pour suivre la grande route, M. Barman prit la route de la rive droite avec 400 hommes.

Le pont de Riddes fut incendié, à l'insu et contre le gré des chefs, au moyen de la paille sur laquelle les volontaires avaient couché.

Concentrés à Martigny vers minuit, les volontaires de St. Maurice et de Monthey en repartirent le 21 à l'aube du jour pour rentrer dans leurs foyers.

Arrivés sous les rochers de Gueuroz qui dominent le défilé, aux abords du pont du Trient, ils furent assaillis d'une grêle de

balles peu meurtrière d'abord, mais terrible par l'intensité des détonations, et par la position inaccessible des assaillants.

Le premier feu de cette perfide embuscade était incomparablement mieux nourri qu'un feu de file de bataillon, il se ralentit après quelques minutes; alors le roulement de la fusillade fit place aux coups meurtriers des carabiniers embusqués derrière les murs et dans le pont couvert du Trient.

La première pièce d'artillerie fut bientôt dételée, cet accident, quelques morts, la surprise, les difficultés de la position produisirent un effet funeste sur le moral de volontaires, résolus d'ailleurs, mais la plupart conscrits et peu faits à la discipline du combat.

M. Joris affronta cent fois la mort pour charger à la baïonnette, il ne put rallier ses hommes et se vit réduit à quitter le champ de bataille. Il n'avait pas avec lui deux compagnies de milices, comme à Grimisoi et à Champlan, en 1840 !

Notre perte, dans ce combat, s'élève à une vingtaine de blessés et seize morts, dont quatre de la ville de St. Maurice, et douze du dixain de Monthey.

De ces victimes, quelques-unes vivaient encore après le combat, on les acheva à coups de crosse et de baïonnette.

Nous ne redirons pas les outrages dont les corps inanimés des officiers sont devenus l'objet.

Les mânes du commandant Hyacinthe de Nuccé, de St. Maurice, du lieutenant Didier Parvex de Colombey, commandant l'avant-garde, du lieutenant Alfred de Werra de St. Maurice et des autres braves qui succombèrent avec eux, nous commandent, au nom de la patrie, au nom de cette religion à laquelle on les immola, d'étendre un voile de pudeur sur ces scènes de barbarie.

Ici se termine l'exposé des faits, nos lecteurs savent que les

volontaires se dispersèrent dans toutes les directions , que plusieurs passèrent l'eau sous le feu de l'ennemi, et que M. le châtelain Hyppolite Pignat de Vouvry en rallia quelques-uns, avec lesquels il fit mettre bas les armes au poste de la Vieille Suisse qui gardait le village de Vernayaz.

Il est superflu de déclarer que l'incendie de ce village est étranger à M. Pignat, comme à tous les chefs, et que nous en ignorons complètement la cause.

Nous avons rapporté les faits matériels, sans chercher à expliquer ni la retraite de Sion à Martigny, ni la déroute du Trient.

Le temps de ces éclaircissements n'est pas venu, l'avenir leur réserve une page dans l'histoire du Valais.

Nous nous bornerons à rappeler à ceux qui s'abandonnent à l'énivrement d'un triomphe aussi lâche que perfide, que ce triomphe a tenu peut-être à des accidents indépendants de toute volonté.

Plusieurs de nos meilleurs officiers ne purent marcher, la compagnie de milices que nous avions à Ardon n'était plus avec nous à l'affaire du Trient. L'infortuné Parvex, emporté par son ardeur guerrière, engagea prématurément l'action, avant que le commandant Barman pût y prendre part, avec les 300 hommes qui avaient passé le Trient sous ses ordres.

La simple narration des faits, appuyée des pièces justificatives, fait voir à l'évidence que le contre-coup qui vient d'être porté au libéralisme en Valais, était préparé de longue-main. L'appel aux volontaires organisés du canton de M. Adrien de Courten, (annexe N^o 9) le rapport officiel du commissaire fédéral, qui décrit l'ordre admirable de la levée en masse à son arrivée à Sion, ne laissent aucun doute à cet égard. Au surplus la notoriété publique en fait foi.

Il est connu, d'un autre côté, et la lettre de M. L. Pignat à Jost, (annexe 43) en témoigne, que les libéraux n'avaient fait aucun mouvement le 17 mai, lorsque leurs adversaires étaient déjà sous les armes.

Le manque d'armes, de munitions, de vivres, d'organisation, parmi les volontaires de notre colonne, fait voir assez qu'ils se rassemblèrent inopinément pour *la défense du chef-lieu et de leurs foyers*. (Lettre du commandant Barman au Conseil d'Etat, le 18 mai au matin, dont nous offrons de prouver le contenu).

Les déclarations du président du Grand-Conseil et du Conseil d'Etat à MM. Dufour et Ducrey *au moment de l'entrée du commandant de Kalbermatten à Sion*, et celle du département militaire (annexe N^o 42), constatent que cette horde n'avait aucune mission, n'était point la force publique, partant que son mouvement est illégal, insurrectionnel, et contraire à l'arrêté du Conseil d'Etat du 6 mai, annexé sous le N^o 5.

Ce même arrêté du 6 mai, faisait un devoir d'employer la force contre ces bandes révoltées, et justifie complètement notre marche sur Sion.

Si le Grand-Conseil a délivré un brevet de commandant en chef à M. de Kalbermatten, c'est là un acte illégal que la loi condamne formellement. Le Grand-Conseil ne peut élire *un officier d'un grade supérieur à celui de capitaine*, que sur une présentation du Conseil d'Etat, et cette présentation n'est point intervenue.

M. de Kalbermatten, ex-capitaine en France, ne pouvait commander à des lieutenant-colonels, et le Grand-Conseil n'a pas pu lui conférer légalement ce grade.

L'ordre de mobilisation de tout militaire ne peut émaner que du pouvoir exécutif, par l'intermédiaire du Département militaire (Const. art. 53, n^o 2 et 3. Art. 40. Règl. du Conseil d'Etat).

Tout projet de décret doit être présenté par le Conseil d'Etat. Constit. art. 53, n° 4.

Le Grand-Conseil peut inviter le Conseil d'Etat à présenter un projet de loi ou de décret, mais l'initiative ne lui en appartient point (Const. art. 52).

Le Grand-Conseil a violé la constitution dans ses art. 4, 5, 6 et 7, en autorisant ou décrétant des arrestations, des désarmements, des visites domiciliaires, des réquisitions, des saisies ; les tribunaux ordinaires avaient exclusivement le droit d'ordonner ces mesures de rigueur.

La loi qui institue un tribunal unique, exceptionnel, s'écarte non-seulement de tout principe de droit, par l'effet rétroactif qui lui est attribué, mais elle est contraire à la constitution qui porte, art. 42 : *Il y a, dans chaque dixain, un tribunal au civil, au correctionnel et au criminel, et, pour le canton, un tribunal d'appel du canton.*

Les décrets (annexes N°s 43 et 46) par lesquels le Grand-Conseil vient d'abolir l'*Echo des Alpes*, de dissoudre et désarmer l'association de la Jeune Suisse constituent un attentat à la propriété, au droit d'association, à la liberté de la presse et à la constitution.

La lettre du Conseil d'Etat aux présidents de dixain, annexe N° 44, est un acte inouï dans un pays démocratique ; c'est le digne pendant de l'ordre de levée en masse des dixains orientaux, qui oblige tout citoyen de tel à tel âge, à marcher bon gré malgré, à peine d'amende et de suspension des droits civiques !!!

La destitution d'employés et agents de la force publique, avant le terme de leurs fonctions, est une déviation des voies de la loyauté et de la justice ; s'ils sont coupables faites les punir, mais ne leur enlevez pas, sans forme de procès, un pain sur lequel ils

avaient droit de compter jusqu'à l'époque périodique des élections.

La composition actuelle du Conseil d'Etat est contraire à l'art. 28 de la Constitution ainsi conçu : « Deux Conseillers d'Etat seront choisis dans les dixains de Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche. Deux seront nommés dans les dixains de Martigny, Entremont, St. Maurice et Monthey. Il ne peut y avoir deux Conseillers d'Etat *du même dixain.* »

Les 5 dixains orientaux y comptent aujourd'hui 3 membres, MM. Zen Ruffinen, Clémens et Guillaume de Kalbermatten, ces deux derniers sont *du dixain de Viège*, et les 4 dixains occidentaux y ont un seul membre, M. Gross !

Si M. Torrent, sur la démission duquel il a été *passé à l'ordre du jour* dans la séance du 15 mai, voulait reprendre sa place au Conseil d'Etat, il remettrait à la leur ceux qui font ainsi bon marché de la loi fondamentale.

Nous n'ignorons pas que M. Guillaume de Kalbermatten a quitté inopinément son domicile *dans le Chablais*, pour se rendre dans le Haut-Valais, par de longues pérégrinations en Italie ; que, pendant plusieurs semaines, il s'est donné une peine infinie à tout préparer pour l'agression du 18 mai, que c'est à lui et à M. Adrien de Courten que l'on doit l'organisation et la bonne tenue de l'armée du Clergé, dont M. Meyer s'est montré émerveillé ; nous sommes forcés de convenir que tant d'éminents services méritaient récompense : d'accord sur le fond, nous ne différons que sur les moyens.

Après avoir exposé consciencieusement la crise, avec ses symptômes et ses résultats tels que nous en avons connaissance, nous demanderons au Clergé, ou plutôt au parti-prêtre, *dans lequel nous nous gardons bien de comprendre plusieurs ecclésiastiques, vraiment dignes de ce nom, qui gémissent en silence*

du mal que leurs confrères font à la religion et au pays, nous lui demanderons si l'ordre et la paix ne pouvaient pas renaître en Valais sans recourir aux moyens extrêmes qu'il a préparés dans l'ombre.

La presse, la Jeune Suisse et les libéraux dénigraient le Clergé, nous direz-vous, ils propageaient le désordre, l'immoralité, rien n'était sacré pour eux, le mal allait croissant, on avait épuisé tous les moyens ordinaires, finalement aux grands maux les grands remèdes.

Nous reconnaissons avec tout homme impartial que le pays était malade, qu'un ver impur le rongait au cœur.

Ce ver, vous, le voyez-vous, dans la Jeune Suisse, dans l'Echo des Alpes. M. le curé Biselx et quelques-uns de ses confrères du St. Bernard et de l'Abbaye, le voyaient dans le *juste-milieu*, et dans le Courrier du Valais.

A nos yeux, il consiste dans les prérogatives du Clergé et dans les manœuvres au moyen desquelles il les défend.

La *Jeune et la Vieille Suisse*, la presse, les libéraux, les rétrogrades, le Clergé, tous les partis ont leurs torts; des excès ont été commis de divers côtés, ceux que l'on attribue à la Jeune Suisse sont plus généraux, plus répétés, les autres plus odieux, plus criminels.

Ces torts, ces excès, étaient réprimables, les tribunaux et les lois pouvaient et devaient être invoqués pour les punir.

Mais vos immunités, vos privilèges sont permanents, ils s'attachent au cœur du pays, et le rongent incessamment, moins peut-être par leur action propre, directe et immédiate, que par la méfiance et la démoralisation qui en résultent et par le *déni de justice* qui les protège.

Dans notre conviction personnelle, l'ordre et la confiance auraient reparu, si le pouvoir avait laissé entrevoir la ferme volonté

de mettre un terme à la position par trop privilégiée du Clergé, et si celui-ci avait montré quelques dispositions conciliantes.

Si les tribunaux et le ministère public *légalement organisés*, avaient reçu et rempli la mission de rechercher *tous les coupables* et de punir *tous les délits et tous les crimes*; si l'avancement de l'instruction publique avait été assuré et commis aux magistrats *des deux ordres*, au moyen d'une *pondération raisonnable et réciproquement rassurante*.

Tel était, à notre avis, le secret tant recherché et proclamé introuvable de la pacification du pays.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous émettons cette manière de voir, nous l'avons proclamée en Grand-Conseil à la session extraordinaire d'août dernier.

Alors déjà nous étions Président d'un *Comité de Martigny*, alors nous pouvions nous mettre à la tête de 2000 volontaires, dont *la moitié de miliciens armés et équipés*; et d'une *artillerie formidable et bien approvisionnée*, alors déjà on nous prodiguait les épithètes de *rebelle* et de *traître à la patrie*, pour avoir marché après l'armement du Haut-Valais.

Nos forces étaient aux portes de Sion; les milices du Haut-Valais venaient d'en sortir démoralisées, en murmurant *contre d'autres que nous* le mot de trahison, répété par la Vieille Suisse de Rarogne, de Brigue et de Conches.

Quelle fut notre conduite? Nous accourons au-devant des volontaires, nous suspendons leur marche et leur tenons à peu près ce langage :

Vos vœux sur l'instruction du peuple, sur la répartition des charges militaires et sur la suppression des immunités du Clergé ont été exposés aujourd'hui par nous au Grand-Conseil; nul n'y a mis opposition, le Conseil d'Etat a promis de vouer ses soins à leur réalisation, le représentant du Clergé a montré

des dispositions très-conciliantes. Le Grand-Conseil est dissout, les milices du Haut-Valais regagnent leurs foyers, n'entrez pas dans le chef-lieu, nos adversaires pourraient nous accuser d'avoir profité de la dislocation de leurs forces, de les avoir pris à l'improviste; le succès de nos armes n'est pas douteux, mais vous ne voudrez pas que l'apparence même de la déloyauté vienne en ternir l'éclat.

Des officiers, des volontaires faisant mine d'aller en avant, nous déclarâmes *qu'ils auraient à passer sur notre corps*. Il faisait nuit, ces hommes avaient fait une marche forcée, et pourtant le grand nombre retournèrent sur leurs pas sans mot dire, plusieurs nous taxèrent de faiblesse, quelques-uns aussi prononcèrent le mot de trahison.

Cette démonstration avait jeté la panique dans le camp opposé. Il y eût répit dans les attaques de la calomnie.

Des conseils et des vœux des populations bas-valaisannes ont tint compte par une timide ouverture au nonce apostolique au sujet des immunités. Il répondit, dit-on, par une fin de non-recevoir en style diplomatique, et l'on n'en parla plus.

Quant à l'instruction publique, le Grand-Conseil consacra l'omnipotence des Jésuites dans les collèges, et celle de l'Evêque dans les écoles primaires. C'est au point que le pouvoir civil n'a pas même le droit de connaître des motifs d'expulsion d'un élève ou de la destitution d'un régent !

L'éducation languira et prendra une direction anti-républicaine, le gouvernement et les communes fourniront les fonds, mais ils n'auront pas le droit d'intervenir avec efficacité.

Les perturbateurs échappent à la vindicte publique, les uns grâce à l'amnistie, les autres à la faveur d'un for privilégié :

Le désordre continue, les libéraux en sont rendus solidaires ; en masse on les confond avec quelques mauvais sujets, pour les

rendre odieux aux montagnards fanatisés que l'on arme à grands frais.

Cependant la vérité se fait jour sur plusieurs points du Haut-Valais, la jeunesse se montre peu crédule, elle commence à discerner la sainteté de la religion, d'avec la mondanité de ses champions; la gangrène révolutionnaire menace de se propager, le moment d'agir est venu, soudain le clergé proclame la guerre sainte et se met dans les rangs !

Les libéraux sont divisés, désorganisés, et ne se doutent de rien ; l'armée de la foi du Haut, secondée par les transfuges du Bas, les surprendra désarmés, une seconde édition des Vêpres siciliennes pourrait bien être *dans le droit des citoyens* aussi bien que le meurtre de Saillen, on se rassemble et l'on marche en secret sur Sion, où les *Chefs des Huguenots* se trouvent précisément réunis, les vengeurs y entreront le 18 mai.

Oh contre-temps ! les libéraux sont avertis le 17, leur appel aux armes part vers minuit et quelques heures suffisent à tous leurs partisans, de Martigny à Sion, pour arriver avant l'armée de la foi !

Cette mésaventure est rachetée au prix de l'honneur, *la fin justifie les moyens*.

Le chef-lieu, l'arsenal, la caisse publique, le Conseil d'Etat sont au pouvoir de la *cause sainte*, elle en fera profit.

Le Grand-Conseil délibéra d'adresser, à la colonne Barman, que *tout à l'heure il nourrissait et qu'il avait promis de payer*, une sommation, pour lui annoncer qu'elle venait de passer à l'état de rébellion, et qu'elle ait à mettre bas les armes, parce que la patrie en danger avait réclamé le *secours de ses enfants*.

Cette sommation ne nous parvint point, M. de Kalbermatten y mit obstacle, dit-on, sous prétexte qu'elle pourrait faire manquer *son plan de campagne*.

Nous affirmons sur l'honneur, qu'aucune sommation, qu'aucun avis officiel, qu'aucun ordre d'une autorité quelconque ne nous fût signifié postérieurement à la lettre du Conseil d'État, annexée sous N° 44, qui nous arriva le 18 mai vers midi.

Nous serions à même de fournir une multitude de renseignements à l'appui de cet exposé ; de citer beaucoup d'actes vexatoires, illégaux, contraires à la constitution et au droit public : mais le temps et les circonstances nous en empêchent, et nous devons nous borner à protester, au nom de nos frères d'opinion, contre les suites de l'attaque dont notre cause, nos biens et nos personnes ont été l'objet, le 18 mai dernier, au mépris de toutes les garanties sociales.



ANNEXES.

N° I.

PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE QUI NOMMA LE COMITÉ DE MARTIGNY,

le 9 avril 1844.

L'an mil huit cent quarante-quatre, le neuf avril, se sont réunis à l'hôpital de Martigny les citoyens ci-après, à ce spécialement délégués par des citoyens, leurs combourgeois, pour nommer un comité, en conformité des vues qui ont été manifestées à la réunion du 1^{er} avril courant, à St-Maurice.

Sont représentées les communes de Sion, Conthey, Ardon, Riddes, Saxon, Charrat, Fully, Saillon, Martigny-Bourg, Martigny-Ville, Bovernier, Bagnes, Orsières, Sembrancher, Liddes, Salvan, Evionnaz, Dorenaz, Colonges, St-Maurice, Monthey, Trois-Torrents, Collombey, Vionnaz, Vouvry, Port-Valais, Champéry, Chamoson, Martigny-Combe, St-Gingolph, Bourg St-Pierre.

L'assemblée a commencé ses opérations, après avoir entendu l'exposé à elle fait par le comité provisoire élu à St-Maurice le 1^{er} avril, sur le but de la réunion, et a nommé son président dans la personne de M. Valentin Morand, de Martigny-Ville, et son secrétaire dans celle de M. Maurice Barman, de Saillon.

Vu l'état anormal du canton; vu les menaces d'agression qui se répandent sans interruption de la part des ennemis de la démocratie, et les approvisionnements de munitions de guerre, qui se font dans la partie orientale du canton, l'assemblée a été unanime à reconnaître la nécessité d'établir un comité, dans le but de prévenir la guerre civile, et de réunir la généralité des citoyens dans une conviction uniforme de confiance réciproque et de progrès.

M. le Président pose la question du nombre des membres du comité et de leurs suppléants.

Il est arrêté que les membres seront au nombre de sept et les suppléants au nombre de quatre.

Il y aura un membre pour chaque dixain représenté à la réunion, et le septième sera choisi sans égard aux localités.

La proposition est faite de confirmer le comité provisoire nommé à St-Maurice le 1^{er} avril courant.

Cette proposition est adoptée.

On propose de nommer un membre pour le dixain de Sion et un pour celui de Conthey.

Sont élus pour Sion, M. Charles de Rivaz, bourguemaitre; pour Conthey, M. Joseph-Marie Udry, Président.

Le comité se compose ainsi de :

MM. Barman, J. Hyacinthe, docteur-ès-droit, de St-Maurice.

Joris, Alexis, d'Illarsaz.

Crettex, J. Marie, d'Orsières

Abbet, avocat, de Sion.

Barman, Maurice, de Saillon.

de Rivaz, Charles, de Sion.

Udry, J. Marie, de Conthey.

Sont nommés suppléants :

MM. Rion, J., avocat à Sion; Torrent, Joseph, à Monthey; Amacker, major, à St-Maurice; Alphonse Morand, rédacteur de l'Écho des Alpes, à Sion.

Le comité sera dénommé : *Comité de Martigny*.

Il est chargé de prendre les mesures les plus promptes et les plus efficaces pour repousser, à main armée, s'il le faut, toute agression contre l'indépendance et les droits du peuple, et de s'appliquer essentiellement à faire renaitre la confiance entre tous les citoyens, et à populariser la connaissance et la réalisation des principes démocratiques.

Les représentants de Sion, Conthey et Ardon, ont déclaré réserver la ratification de leurs commettants.

Signés : Le Président Valentin Morand; Rion, Joseph; Antoine du Fay; Joseph-Marie Udry; Louis Sarrasin; Debonnaire, François; Maurice Barman, Secrétaire.

N° II.

SÉANCE DU COMITÉ DE MARTIGNY,

le 9 avril 1844.

L'an 1844, le 9 avril, le comité de Martigny, élu ce jour par les délégués des six dixains occidentaux du Valais, s'est réuni à l'hôtel de la Grand'maison à Martigny-Ville, aux fins de se constituer.

M. Maurice Barman fut nommé président et l'avocat Abbet, secrétaire.

MM. Rion et Udry ont pris part à la délibération, en se référant à leur vote de ce jour sur la formation du comité, et conformément aux réserves insérées au protocole de la réunion générale.

Les membres du comité, appartenant à l'association de la Jeune Suisse, déclarent qu'ils ne prennent part aux délibérations que sous la réserve qu'elles ne préjudicient en rien aux engagements qu'ils ont contractés par les statuts de la dite association et à sa marche.

Les autres membres du comité, n'ayant aucune connaissance officielle des devoirs de leurs collègues, comme membres de la Jeune Suisse, se réservent que leur déclaration ci-dessus n'entrave en rien l'exécution du délibéré de la séance générale de ce jour.

Signés : Maurice Barman, Président; Abbet, Secrétaire.

N^o III.

LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DU VALAIS

Au Haut Forort.

Sion, le 4 mai 1844.

De nouveaux désordres de la plus grande gravité, commis dans le dixain de St-Maurice, des coups de feu échangés, un membre du Grand-Conseil attiré hors du corps délibérant où il siégeait comme membre du conseil communal, entraîné dans des lieux écartés par une bande de forcenés, condamné sur-le-champ par eux à une bastonnade et immédiatement roué de coups, sont des faits qu'on menace de répéter et qui nous déterminent, parce que nous devons à nos fonctions, au canton et à tous nos confédérés, à étouffer ce régime soutenu de terreur et de révolte par le déploiement de moyens extrêmes.

Une autre étincelle de conflagration qui couve aux yeux de tous, se rencontre dans la réunion du Grand-Conseil convoqué pour le 20 de ce mois, et dans divers projets de loi qui lui seront soumis comme moyen de ramener le calme au milieu de nous.

Ces circonstances réunies, notre situation en face d'une prise d'armes que nous croyons imminente, nous déterminent à requérir, tit., votre intervention fédérale, en vous priant de commander de piquet quatre à cinq bataillons.

(Suivent les signatures.)

N° IV.

LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DU VALAIS

Au Haut Vorort.

Sion, le 6 mai 1844.

Tit :

Dès le départ de notre dépêche d'avant-hier, les événements du Valais se sont compliqués; de nouveaux actes d'anarchie sont venus entacher et empirer notre situation sociale; des autorités judiciaires et administratives ont essuyé dans la journée d'hier des traitements odieux, des prévenus ont été élargis de leur prison par la violence d'hommes de parti.

Nous allons déployer des forces et convoquer extraordinairement le Grand-Conseil; veuillez, tit., hâter vos dispositions pour le prompt secours que nous serions dans le cas de solliciter incessamment des cantons qui seront appelés à nous prêter leur aide fédérale.

N° V.

CIRCULAIRE DU CONSEIL D'ÉTAT

aux communes du canton.

Le Conseil d'État du canton du Valais,

En exécution des pleins pouvoirs dont il est muni, et en développement de sa proclamation du 27 mars dernier :

Défend que des forces agissent sur quelque point que ce soit du pays, en dehors des ordres du Conseil d'État.

Il enjoint à toutes les communes du canton à combattre et à arrêter, sans autre invitation, par leur contingent fédéral et leurs landwehrs, toute troupe armée ou suivie d'armes, non autorisée par la loi, et qui se mettrait en mouvement sans l'appel du gouvernement.

Donné en Conseil d'État à Sion, le 6 mai 1844.

Le Président du Conseil d'État,

IG. ZEN-RUFFINEN.

Le Secrétaire d'État,

D. GANIOZ.

N^o VI.

CIRCULAIRE DU CONSEIL D'ÉTAT AUX MEMBRES DU
GRAND-CONSEIL ET AUX PRÉSIDENTS DE DIXAIN
du canton de Valais.

Sion, le 10 mai 1844.

TRÈS-HONORÉS MESSIEURS !

Nous avons l'honneur de vous prévenir, conformément au § 4 de l'article 55 de la Constitution, que nous venons d'appeler sous les armes six compagnies qui se rendront à Sion, dans la journée du 12 courant, et de commander de piquet le contingent fédéral et la landwehr du Centre, pour le rétablissement de l'ordre légal troublé dans le pays.

Recevez, très-honorés Messieurs, l'assurance de notre considération très distinguée.

Le Président du Conseil d'État,

IG. ZEN RUFFINEN.

Le Secrétaire d'État,

D. GANIOZ.

N^o VII.

LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DU VALAIS

Au Haut Vorort.

Sion, le 11 mai 1844.

Le N^o 78 de la Gazette de Lucerne, article du Valais, annonce que les forces que nous vous avons priés de mettre de piquet, auraient été en partie mobilisées et concentrées dans les hauts états respectifs, qui sont désignés à nous prêter leur assistance fédérale.

Dans la crainte que cette mobilisation préparatoire ne porte jusqu'au paroxysme l'égarement d'une classe de nos concitoyens, et qu'elle ne paraisse prématurée à ceux qui veulent sérieusement le retour de l'ordre. Nous nous empressons d'abord de vous remercier du haut témoignage d'attachement que vous nous donnez, et de vous prier de nous continuer votre précieuse et puissante protection.

Cependant, *si vos ultérieures prévisions vous le permettent*, vous nous aideriez, pensons-nous, de vous borner à mettre de piquet les troupes dont vous avez disposé.

C'est la même prière que nous avons l'honneur d'adresser aux hauts états confédérés de Berne, Fribourg et Vaud.

N° VIII.

LE COMITÉ DE MARTIGNY AU PEUPLE VALAISAN.

Compatriotes !

Le Grand-Conseil est convoqué en session extraordinaire pour le 14 mai courant; six compagnies du contingent fédéral du canton sont en ce moment sur pied; des commissaires et des bataillons fédéraux sont en route pour le Valais, et nous ne connaissons pas même le véritable but de ces incroyables mesures.

Ce que nous savons, c'est que les miliciens sont arrachés à leurs travaux, que l'argent du peuple est répandu à pleines mains, que les passions sont surexcitées, que l'honneur du Valais est compromis aux yeux de la Suisse entière.

L'état actuel du canton ne justifie nullement cet appareil d'intimidation.

Le besoin de l'ordre, le désir de la réconciliation, gagnaient de jour en jour, et quelques actes répréhensibles étaient l'objet de la sollicitude des tribunaux, qui procédaient paisiblement et sans entraves.

Le Conseil d'État fait annoncer qu'il n'a point appelé l'intervention fédérale; les troupes marchent cependant, et le Vorort n'a pu les ébranler sans l'appel du gouvernement valaisan.

Des faits positifs attestent, au contraire, que cette malheureuse extrémité souriait depuis quelque temps à des magistrats haut placés. Un prochain avenir lèvera tout doute à cet égard.

Compatriotes, les troupes fédérales n'entreront point en Valais : nous en avons la conviction, parce que ceux qui les ont fait mouvoir ont, à l'heure qu'il est, entrevu l'abîme qui s'entr'ouvrait sous leurs pas; mais le Grand-Conseil réuni extraordinairement, le bataillon en armes à Sion, la route du Simplon décréditée, les deniers publics dilapidés, la paix publique compromise, sont des faits assez graves pour fixer l'attention des patriotes.

Dans l'impossibilité d'apprécier les choses sous leur véritable jour,

le Comité de Martigny ne les jugera point prématurément ; il se borne à recommander aux citoyens dont il a la confiance, de se tenir en garde contre le piège qui leur est tendu par les ennemis du progrès.

S'abstenir de toute provocation, de tout acte reprehensible, mais se préparer en silence à obtenir justice du parjure et de la trahison, tel est le devoir des bons citoyens.

Compatriotes! nous vous informerons sous peu de la marche des événements, attendez avec confiance et résolution. La cause que nous poursuivons est trop belle et trop juste pour être perdue. Comptez sur la force des libéraux ; ils sont plus nombreux que la réaction ne le suppose, et au moment du danger, ils sauront se rallier à l'antique devise des Suisses : *Un pour tous, tous pour un.*

Le président du comité, *Maurice Barman.*

Le secrétaire, *Jos. Abbet.*

Martigny, le 12 mai 1844.

N° IX.

CIRCULAIRE DU PRÉSIDENT DU DIXAIN DE SIERRE *aux communes de ce dixain.*

Sierre, le 17 mai 1844.

Monsieur le Président,

En vertu d'une décision partante d'autorité supérieure et de la majorité des membres du Grand-Conseil, injonction est faite à *tous les corps de volontaires organisés du canton*, de se rendre immédiatement après la réception du présent, à Sierre, pour de là marcher sous les ordres de Monsieur le Commandant Guillaume de Kalbermatten. Chaque homme se pourvoira des vivres pour trois jours.

Le Président du dixain,

A. DE CÔURTEN.

(Voyez annexe XVII.)

N° X.

DÉCLARATION DES COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT, ENVOYÉS AUPRÈS DES TROUPES DU BAS-VALAIS.

Dans la journée du vendredi 17 mai courant, le bruit s'étant répandu que les masses du Haut-Valais étaient en marche sur Sion,

quelques députés du Bas-Valais demandèrent à ce sujet des explications au Conseil d'État; lequel répondit qu'il n'avait point ordonné leur mobilisation, que conséquemment il était tout-à-fait étranger à ce mouvement.

Cependant les masses du Haut-Valais avançaient sur Sion : quelques volontaires du Bas, à cette nouvelle, s'étaient réunis à la hâte à la proximité de la ville. Pour éviter un conflit, le Conseil d'État, d'accord avec le Grand-Conseil, décida qu'il serait envoyé des commissaires aux troupes du Haut et du Bas-Valais, pour les engager à ne pas avancer davantage sur Sion.

Les soussignés ayant été nommés commissaires du gouvernement auprès des troupes du Bas-Valais, se rendirent à leur destination, et rencontrèrent M. l'ancien Conseiller d'État Maurice Barman aux Corbassières, environ à une demi-lieue de Sion, où il stationnait avec de la troupe, et lui firent part de leur mission. Sur quoi M. Barman répondit, qu'il se portait fort sur sa tête que sa troupe ne bougerait pas, à condition que les troupes haut-valaisannes n'avancassent pas non plus.

Sur ce les soussignés se rendirent au Conseil d'État, et parlant au Président du dit corps, lui rapportèrent ce qui est dit ci-dessus.

Les commissaires haut-valaisans n'étaient pas encore de retour et n'avaient pas encore fait rapport de leur mission.

C'est dans la matinée du samedi 18 du courant que ceci se passait.

A une heure environ de l'après-midi, les commissaires du Haut-Valais étant de retour, rapportèrent que les troupes du Haut avaient pris l'engagement de ne pas avancer sans ordre du gouvernement.

Le Conseil d'État donna ordre au commissaire des guerres d'envoyer des vivres aux troupes du Bas-Valais, et il fut décrété que les colonnes du Haut et du Bas seraient payées par l'État.

Les commissaires soussignés ayant obtenu l'assurance que les troupes du Haut-Valais n'avanceraient pas sans ordre du gouvernement, s'empressèrent de le faire savoir à M. Barman par M. Ducrey, l'un des commissaires.

A son retour à Sion, lorsqu'il rendait compte de sa démarche au Président du Conseil d'État, grande fut sa surprise d'entendre que les troupes du Haut-Valais entraient à Sion, tambour battant.

Sur l'observation qui lui fut faite que la colonne du Haut avait manqué à sa promesse, il répondit (*le Président*) qu'il le déplorait bien sincèrement.

Les soussignés ne parleront pas des décisions du Grand-Conseil, par lesquelles le mouvement des masses du Haut-Valais fut après coup

approuvé, et arrêté qu'il serait fait des sommations au Bas-Valais, etc.; ils se réfèrent à cet égard au protocole du Grand-Conseil.

Les soussignés attestent la présente déclaration conforme à la vérité. En foi Sion le 50 mai 1844.

Les commissaires du gouvernement, membres du Grand-Conseil,

H. DUCREY, docteur en droit; AMACKER, major.

N° XI.

Sion, le 18 mai 1844.

LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DU VALAIS

A M. Barman, commandant des troupes au pont de la Morge.

Monsieur,

Veuillez vous rencontrer au Conseil d'État à deux heures et demie.

Le Président du Conseil d'État,

I. ZEN RUFFINEN.

N° XII.

Le Conseiller d'État, chargé du département militaire, soussigné, déclare et certifie que les hommes armés, qui entrent en ce moment du Haut-Valais dans la ville de Sion, n'ont été ni rassemblés, ni mobilisés par ordre du Conseil d'État ou du Département militaire.

Sion, ce 18 mai 1844, dans l'après-midi.

Le Conseiller d'État chargé du département militaire,

TORRENT.

N° XIII.

LETTRE *du capitaine LOUIS PIGNAT, de Vouvry, commandant du parti-prêtre dans l'Entremont, au commandant JOST, chef du même parti au Trient.*

St-Brancher, le 17 may.

Cher Commandant

Les détails que vous m'avez donné m'a fait un grand plaisir par son importance et j'attend beaucoup des points de la Balma et du

Trient. Je pense que ce dernier point ne sera pas moins soigné que l'autre pour parer à une attaque de Martigny car il faudrait aussi le prévoir. Votre projet de couper les communications de Fully aurait l'inconvénient d'entraver la marche de la colonne amie du Haut qui ne peut manquer de vous arriver après avoir longé la rive opposée et se joindra à vous. Jonction très-utile pour tomber sur Martigny et St-Maurice. Il a été adopté pour signe de raliement un morceau d'étoffe blanche marque visible même de nuit. Je donnerai dans le Haut copie des détails que vous m'adressé mais il m'est à peu près impossible de me transporter près de vous étant obligé de courir d'une commune à l'autre dans l'Entremont afin de tout préparer à faire force besogne. Veuillez en attendant accueillir, etc.

P. S. J'ai des nouvelles du dixain de Monthey, les Jeunes Suisses paraissent assez calme, pour le moment. Les Saviésans doivent être à Sion.

PIGNAZ, capitaine.

N° XIV.

LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DU VALAIS

à Monsieur le Président du dixain de Monthey.

Sion, le 22 mai 1844.

Monsieur le Président,

La session ordinaire du Grand-Conseil se poursuit et la députation de votre dixain y fait défaut depuis quelques jours. Nous ne pensons pas qu'une prise d'armes, ordonnée par les pouvoirs publics, puisse autoriser leur absence, leur poste est au sein du siège des délibérations; nous l'invitons à s'y rendre sans retard, en vous prévenant, Monsieur le Président, que l'occupation militaire de votre dixain continuera jusqu'à ce que votre députation ait repris sa place au Grand-Conseil.

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de notre considération très-distinguée.

Le Président du Conseil d'État,

Signé : IG. ZEN-RUFFINEN.

Le Secrétaire d'État,

Signé : D^r GANIOZ.

Réponse à la lettre précédente. (N^o XIV).

AU CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DU VALAIS.

Monsieur le Président et Messieurs,

Les soussignés, membres du Grand-Conseil du canton du Valais, ont pris connaissance de la lettre que le Conseil d'État vient d'adresser, sous date du 22 courant, au Président du dixain de Monthey, pour inviter la députation de ce dixain à se rendre à son poste, en le prévenant que l'occupation militaire du dixain continuera jusqu'à ce que la députation ait repris sa place au Grand-Conseil.

Le régime qui prévaut en Valais depuis quelques jours, ayant démontré que les citoyens ne peuvent plus compter ni sur les garanties constitutionnelles, ni sur la parole donnée, nous ne croyons pas que notre qualité de députés nous impose l'obligation de siéger au Grand-Conseil, sous l'empire des baïonnettes et des mesures d'exception qui y sont à l'ordre du jour.

En parlant d'une prise d'armes ordonnée par les pouvoirs publics, nous aimons à croire que le Conseil d'État ne fait pas allusion à celle qui vient d'agresser et d'envahir le chef-lieu du canton et le Bas-Valais, il se rappellera qu'il a déclaré lui-même, en face du pays, que ces hommes armés n'avaient pas été appelés par lui.

Quant à nous, nous considérons cette prise d'armes comme un guet-à-pens, préparé de longue main par des hommes coupables et par des magistrats agissant en dehors de leur office, et nous protestons contre toutes les conséquences de cette agression déloyale.

L'approbation tardive dont les pouvoirs publics pensent couvrir l'origine de cette invasion, ne parviendra point à intervertir les rôles.

La force peut se substituer au droit, et étouffer momentanément la voix de la vérité, mais dans une république cet ordre anormal ne saurait subsister longtemps.

De ce qui précède, vous conclurez facilement, Monsieur le Président et Messieurs, que nous ne siégerons pas au Grand-Conseil aussi longtemps que la Constitution et les lois n'auront pas repris l'empire exclusif qui leur appartient.

Agréez, etc.

ZUMOFFEN; POTTIER; BENDER; MAURICE BARMAN; BARMAN, docteur en droit; J. ABBET; EXHENRY.

N° XV.

DÉCRET DU GRAND-CONSEIL DU CANTON DU VALAIS.

Sur la proposition du Conseil d'État,

Considérant que les maux, dont le canton est devenu le théâtre, sont dûs principalement à l'existence de la société armée de la Jeune Suisse;

Décète :

ART. 1. La société de la Jeune Suisse est dissoute.

ART. 2. Il sera établi immédiatement dans toutes les communes, où il existe des membres de cette société, une commission chargée de recevoir de chaque membre la renonciation à la dite société, la déclaration du grade qu'il occupait et les armes dont il se trouverait muni.

ART. 3. Les membres qui se refuseraient à obtempérer à ces injonctions, seront considérés comme rebelles à l'État, et dénoncés pour être punis conformément aux lois.

ART. 4. Des instructions seront données aux Commissaires désignés pour l'exécution du présent décret.

Donné en Grand-Conseil à Sion, le 24 mai 1844.

Le Président du Grand-Conseil,

M. DE COURTEN.

Les Secrétaires,

C. DE WERRA. J. AMHERDT.

N° XVI.

Idem.

Vu les circonstances où se trouve le pays, considérant les maux incalculables qu'à produit le journal dit *l'Écho des Alpes*;

Décète :

ART. 1. Le journal dit *l'Écho des Alpes* est supprimé.

ART. 2. Les numéros qui paraîtraient après la promulgation du présent décret seront saisis et des mesures seront prises contre l'éditeur pour faire cesser la réapparition du journal.

ART. 3. Le présent décret sera exécutoire après son insertion au Bulletin officiel et sa notification au bureau de l'éditeur.

Donné en Grand-Conseil à Sion le 24 mai 1844.

(Suivent les signatures.)

N° XVII.

APPEL AUX ARMES SIGNÉ DES DÉPUTÉS DU
DIXAIN DE LOËCHE.

En vertu d'un arrêté de l'autorité supérieure et de la majorité des membres du Grand-Conseil, il est ordonné à *toutes les compagnies volontaires organisées*, vu l'urgence, de marcher sur Sierre, dûment armées, et fournies de munitions et de vivres, et cela immédiatement après la réception du présent ordre; la troupe sera sous le commandement en chef de M. Guillaume de Kalbermatten, pour rétablir le repos public et pour suivre les ordres nécessaires.

Sion, le 16 mai 1844.

(*Suivent les signatures*).

Note. Cette pièce confirme ce que disaient les soldats de l'armée de la foi, que quelques compagnies du Haut-Valais étaient en marche depuis plusieurs jours. A Sierre, à 5 lieues de Sion, l'ordre est donné le 17, à Loèche (à 5 lieues) le 16, à Conches (18 lieues) il a dû être transmis le 14 ou le 15! Le notre est parti de Sion dans la nuit du 17 au 18, n'importe, nous sommes les rebelles!

ERRATA.

Page 13 ligne 16. Au lieu de : *qu'il lisez qu'on*.

» 48

Dans quelques exemplaires, numéro XVI des annexes, *lisez* N° XIV.



A la librairie de L. Alex. Michod.

MOSAIQUE SUISSE,

paraissant tous les mois par livraison de 4 cahiers ou 40 pages.

Prix : 40 batz l'année et 5 batz le mois.

1^{re} Livraison.

1. Le Prisonnier de Chillon, poème, par *Lord Byron*.
2. Les paysans Suédois, par *X. Marmier*.
Caractère national en France, par *F. Denis*.
Antiquité des phares.
Aspect du Sahara.
5. De la magie et des initiations chez les peuples antiques. par *E. Salverte*.
4. Principes Généraux d'Education, par *Gauthey*.
Poésie des ouvriers, par *G. Sand*.
Albert Richard.

2^e Livraison.

5. Ethnographie de la Suisse, par *F. de Rougemont*.
6. Le Tailleur de Rennes, souvenirs de la révolution en Bretagne, par *E. Souvestre*.
Une visite à la Société d'Instruction mutuelle de Genève, par *Oscar Hurt Binet*.
Amour des Irlandais pour l'instruction.
7. Idées sur l'amélioration de la culture de la vigne et la manutention des vins, par *Wielandy père*, de Genève.
Etendue et production du vignoble vaudois.
Hymne au Travail, par *Barbier*.
8. De l'Enseignement primaire, par *Gauthey*.

Chaque cahier (indiquer seulement les numéros) renfermé dans une jolie couverture imprimée, se vend séparément : 1 1/2 batz l'exemplaire ou 12 batz la douzaine.

